

COMMISSION DE RÉGULATION DE
L'ÉNERGIE

15, rue Pasquier

75379 Paris Cedex 08

A l'attention de M. Dominique JAMME
Directeur Général des services de la Commission de régulation de l'énergie

Rueil-Malmaison, le 5 avril 2019

Référence : MAN-GM-L-2019-0010-JMN/FLO

Objet : Stockage de gaz naturel de Géométhane – Réponses de Géométhane à la consultation publique du 14 février 2019 n°2019-003 relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous remercions de donner l'opportunité à tous les acteurs de marché de s'exprimer sur le cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France à compter de 2020.

Nous comprenons l'objectif de la CRE de rechercher des règles tarifaires communes dans un cadre harmonisé pour les sociétés régulées, afin de simplifier le système actuel tout en assurant sa pertinence, son efficacité et son adaptation aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Pourtant, nous attirons votre attention sur les spécificités du cadre de régulation qui s'impose aux opérateurs de stockage depuis le 1^{er} janvier 2018 avec le vote de la loi Hydrocarbures¹ et la mise en place par la Commission de régulation de l'énergie de la première période de régulation dite ATS1.

¹ LOI n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement

Tout d'abord, le périmètre de régulation est évolutif, puisque redéfini lors de chaque révision de la PPE qui identifie les infrastructures de stockage essentielles à la sécurité d'approvisionnement. Cette spécificité pose la question de la couverture des coûts échoués sur les investissements déjà engagés comme sur les coûts de démantèlement en cas de sortie d'actifs du périmètre.

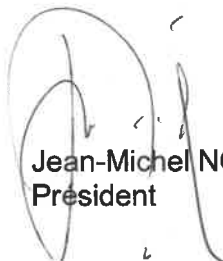
En corollaire à cela, se pose aussi la question de l'insertion des énergies renouvelables dans les infrastructures existantes, notamment en tirant avantage de toutes les opportunités pour développer sur les sites de stockage, le stockage d'hydrogène vert.

Par ailleurs, la régulation des stockages ne repose pas *stricto-sensu* sur un tarif, mais sur un modèle d'enchères compensées. L'enjeu de sécurité d'approvisionnement et d'atteinte du niveau minimum de remplissage défini par arrêté a conduit le régulateur à proposer un système d'incitation pour maximiser les volumes de capacités souscrits lors des enchères, ainsi que la valeur retirée de la capacité (objectif de minimisation de la compensation stockage dans le tarif de transport). Géométhane reste favorable à la poursuite de ce système d'incitation.

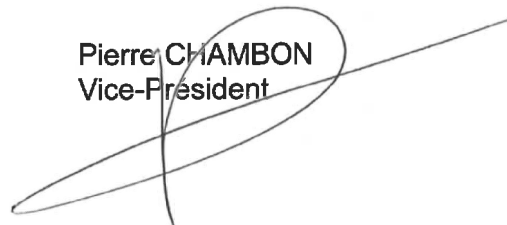
Le détail des réponses aux questions de la consultation publique est traité dans l'annexe jointe.

Nous restons à la disposition de vos services pour discuter de ces propositions et collaborer aux futurs travaux de la Commission de régulation de l'énergie sur ces sujets.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de notre considération distinguée.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'N' followed by a vertical stroke.

Jean-Michel NOE
Président

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, sweeping loop followed by a horizontal stroke.

Pierre CHAMBON
Vice-Président

**Réponse de Géométhane à la consultation publique du 14 février 2019
n°2019-003 relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs
d'infrastructures régulées en France**

Question 1 : Partagez-vous le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en œuvre par la CRE depuis 10 ans ?

Géométhane partage le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en œuvre par la CRE depuis 10 ans, qui a notamment permis aux opérateurs d'infrastructures de pouvoir exploiter leurs installations dans de bonnes conditions de sécurité et de fiabilité. Cela a aussi permis d'assurer un niveau de remplissage des installations de stockage suffisant pour garantir la stabilité du système, et ce indépendamment des conditions de marché.

Toutefois, Géométhane souhaite rappeler que l'entrée en régulation a eu comme effet de lui amputer 12% de son revenu par rapport à la moyenne 2014-2016.

Question 2 : Partagez-vous les grands enjeux identifiés par la CRE pour la prochaine génération de tarifs ?

Géométhane considère que les enjeux identifiés par la CRE sont majeurs. Malgré les incertitudes liées à la transition énergétique, il est important que la régulation permette aux opérateurs d'infrastructures de réaliser les investissements requis afin de garantir la sécurité et la fiabilité des installations au meilleur coût, et d'encourager les innovations notamment dans le cadre du développement des nouveaux gaz.

Géométhane tient en particulier à rappeler que ses stockages sont en cavités salines, caractéristique essentielle pour pouvoir substituer en tout ou partie l'hydrogène au gaz naturel. Ceci nécessite donc un certain nombre d'études R&D et un mécanisme de soutien que doit adresser la prochaine période tarifaire dans l'attente de véritables signaux de marché à venir. Cela est d'autant plus vrai que Géométhane dispose de cavités de stockage non utilisées actuellement, qui sont parfaitement adaptées pour stocker de l'hydrogène dans le cadre d'un projet local de production massive d'hydrogène vert (« projet HyGreen Provence »).

Question 3 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de 4 ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ?

Géométhane considère qu'une durée de 4 ans est adaptée pour la période tarifaire ATS2, car cette durée permet d'être alignée avec la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) portant sur la période 2019-2023.

Pour les périodes tarifaires suivantes, Géométhane propose que la durée de chaque période tarifaire soit égale à 5 ans afin de rester calée sur les périodes suivantes de la PPE. Cela se justifie par la particularité du régime de la régulation applicable aux opérateurs de stockage, qui de tous les opérateurs d'infrastructures de gaz et d'électricité, sont les seuls dont le périmètre de régulation est lié à la PPE.

Question 4 : Etes-vous favorable à la publication par les opérateurs de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours et sur 4 années glissantes ?

Géométhane s'interroge sur le statut et la fiabilité de telles prévisions. Comme indiqué à la réponse à la question 3, le périmètre de régulation des opérateurs de stockage est lié aux mises à jour de la PPE tous les 5 ans, ce qui pourrait être de nature à faire évoluer de telles prévisions. En conséquence Géométhane n'est pas favorable à de telles prévisions indicatives.

Question 5 : Etes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP envisagés par la CRE ?

Géométhane est favorable au maintien du fonctionnement actuel du CRCP, avec en particulier pour les opérateurs de stockage le maintien du plafond d'apurement à +/-5%.

Question 6 : Etes-vous favorable au principe envisagé par la CRE d'évolution du calcul du CRCP pour coordonner les tarifs de transport et de distribution d'électricité ?

Géométhane n'a pas de positionnement sur cette question.

Question 7 : Etes-vous favorables à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des charges d'exploitation en vigueur pour les prochains tarifs ?

Géométhane souligne ne disposer que d'un faible retour d'expérience suite à la rentrée récente en régulation début 2018, et ne pas être soumis à une régulation incitative au titre de l'ATS1.

Géométhane est néanmoins prêt à considérer une évolution du cadre tarifaire des opérateurs de stockage, consistant en la mise en place de mécanismes de régulation incitative des charges d'exploitation, et prenant en compte ce contexte spécifique.

Question 8 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser leurs charges de capital au même titre que leurs charges d'exploitation sur un périmètre d'investissement « hors réseaux » ? Le cas échéant, pensez-vous que les systèmes d'information de pilotage du réseau ou de mise à disposition des données devraient être exclus du périmètre « hors réseaux » incité et faire l'objet d'une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés ?

Géométhane considère que les règles d'imputation comptables permettent de définir clairement si les charges applicables au périmètre « hors réseaux » sont des charges de capital ou d'exploitation. Il n'y a en conséquence pas de latitude laissée aux opérateurs pour arbitrer entre ces deux types de dépenses (à l'exception des charges liées à des actifs corporels où une alternative peut exister entre investir dans / louer des serveurs ou des véhicules).

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement du CRCP et de partage des risques entre les gestionnaires de réseaux et les utilisateurs ?

Géométhane n'est pas aujourd'hui, soumis à régulation incitative, mais partage les principes généraux de partage des risques tels que décrits par la CRE.

Toutefois Géométhane considère difficile de fixer un taux de couverture différent de 0% ou 100% pour les postes faisant l'objet d'une incitation partielle.

Question 10 : Etes-vous favorable à maintenir la compensation au CRCP des pertes et profits des gestionnaires de réseau dus aux variations de consommations / souscriptions ?

Géométhane n'a pas de positionnement sur cette question.

Question 11 : Etes-vous favorable à maintenir les charges de capital liées aux réseaux au CRCP pour ne pas envoyer d'incitation à réduire le volume d'investissement à court terme ?

Géométhane est favorable au fonctionnement actuel de maintien des charges de capital au CRCP.

Question 12 : Etes-vous favorable au maintien des charges d'énergie/ de pertes partiellement au CRCP afin d'inciter les gestionnaires de réseau à les réduire ?

Géométhane considère que les charges d'énergie sont fortement dépendantes de l'utilisation faite par les clients des stockages ainsi que des contraintes d'exploitation, et les taxes afférentes fortement liées à l'évolution de la politique énergétique qui pourrait être décidée par les pouvoirs publics. En conséquence un maintien au CRCP (avec un taux de couverture de 100%) paraît le plus pertinent.

Question 13 : Que pensez-vous du périmètre des charges prises en compte au CRCP ?

Géométhane n'est pas aujourd'hui, soumis à une régulation incitative, l'intégralité des charges étant prises en compte au CRCP.

En cas d'évolution vers un cadre tarifaire incitatif des opérateurs de stockage, Géométhane considère que les impôts et taxes devraient être conservés au CRCP (100%), de même que les charges d'énergie (100%, cf question 12)

Par ailleurs, concernant les contrats de prestation inter-opérateurs, Géométhane est favorable à inclure 100% de ces charges dans le CRCP des opérateurs de transport et de stockage de gaz. En effet, cela est neutre en termes de coût du point de vue de la collectivité, et prévient tout risque d'asymétrie de gain/perte pour les opérateurs concernés.

Question 14 : Etes-vous favorable au maintien des principes qui régissent le cadre de régulation en vigueur concernant les dépenses d'investissement des différents opérateurs d'infrastructures régulées ?

Géométhane est favorable au maintien des charges de capital au CRCP (cf. question 11), s'interroge sur les bénéfices d'une régulation type « Totex » sur les postes hors réseaux (question 8), considère que le suivi des coûts unitaires n'est pas pertinent pour les opérateurs de stockage (question 18), et considère qu'une régulation incitative spécifique à certains grands projets peut être envisagée (question 19).

Question 15 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des actifs amortis toujours exploités n'est pas souhaitable ?

Géométhane considère qu'un opérateur doit être à même de maintenir des actifs en service au-delà de leur durée de vie comptable, et dans la mesure où ceux-ci restent conformes aux objectifs de sécurité. Une rémunération explicite des actifs amortis pourrait être envisagée si leur proportion devient significative.

Question 16 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des subventions d'investissement n'est pas souhaitable ?

Géométhane n'a pas de positionnement sur cette question.

Question 17 : Etes-vous favorable aux évolutions des modalités de calcul de la rémunération des actifs des opérateurs, envisagées par la CRE, et principalement la différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs ?

Géométhane considère qu'un tel mécanisme introduit de la complexité et génère un manque de visibilité sur les conditions de rémunération des actifs. Cela est d'autant plus marqué que les modalités de fixation et d'évolution restent à définir.

Géométhane indique que ses investissements sont centrés sur la conformité réglementaire, la rationalisation, la fiabilisation et la rénovation de ses installations industrielles, et la décision d'engagement ne répond pas à des signaux de taux court terme.

Question 18 : Jugez-vous satisfaisants le principe et les paramètres (taux de partage, plafond de l'incitation) du mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement introduit par les délibérations tari- faires ATRD 5 et TURPE 5 HTA BT?

Géométhane considère qu'une régulation incitative des coûts unitaires d'investissement n'est pas adaptée à l'activité stockage : non seulement les coûts d'investissements dépendent fortement de la nature des projets, mais des projets de même nature peuvent présenter des coûts très différents en fonction des caractéristiques du stockage considéré.

Question 19 : Avez-vous des observations à formuler sur le cadre incitatif en vigueur et les évolutions envisagées par la CRE pour les grands projets de transport ?

Géométhane est favorable au maintien d'une bande de neutralité de 90%-110%, pour les grands projets de transport. Par analogie un tel cadre incitatif pourrait également être envisagé pour certains projets spécifiques de stockage, avec une bande de neutralité de 90%-110%, et dans la mesure où le budget est fixé au moment le plus opportun (i.e. avant engagement des travaux).

Question 20 : Avez-vous des remarques sur l'application de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets à des projets de taille plus réduite, sélectionnés de façon aléatoire ou discrétionnaire ?

Comme indiqué à la réponse à la question 18, Géométhane considère qu'une analyse sur la base des coûts unitaires n'est pas adaptée à l'activité stockage.

Question 21 : Quelles évolutions du cadre incitatif en vigueur pour les projets d'interconnexion vous sembleraient pertinentes ?

Géométhane n'a pas de positionnement sur cette question.

Question 22 : Etes-vous favorable à la définition des coûts échoués proposée par la CRE ?

Géométhane est favorable à ce que la définition des coûts échoués soit explicitée.

Géométhane considère que la valeur résiduelle des actifs (en service ou en-cours) et les coûts de démantèlement associés des actifs retirés de l'inventaire, notamment avant un amortissement complet de leur valeur ou avant leur mise en service, doivent être compensés, conformément au principe de régulation de couverture des coûts en vigueur.

Ce cas peut se présenter notamment lors de futurs ajustements du périmètre régulé liés à la mise à jour des prochaines PPE ou lors de sortie d'actifs moins significative de l'inventaire.

Question 23 : Etes-vous favorable aux principes que la CRE propose de retenir pour le traitement des coûts échoués et qui sont ceux déjà en place dans l'ATRT ?

Selon l'article L.452-1 du code de l'énergie, les tarifs d'utilisation des infrastructures sont établis de manière transparente et non discriminatoire afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par ces gestionnaires, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau ou d'installations efficace.

Géométhane considère que le traitement de ces coûts échoués ne devrait pas être réalisé au cas par cas, dans la mesure où ces coûts sont ceux d'opérateurs efficaces.

Question 24 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle seuls les frais d'études sans suite devraient être couverts par le tarif ?

Géométhane considère que le dispositif doit couvrir les frais d'études ne pouvant pas être immobilisés du fait de l'abandon d'un projet mais également les dépenses relatives aux achats de fournitures et aux travaux, en cas de non aboutissement d'un projet dû à son retrait du périmètre lié à la PPE.

Géométhane rappelle le cadre particulier de la régulation pour les opérateurs de stockage : les dépenses liées à des investissements, identifiés comme apportant de la valeur à la collectivité pour une période de PPE, mais retirés lors de périodes suivantes de la PPE, doivent être couvertes.

Question 25 : Pour les investissements à cycle long, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la rémunération des immobilisations en cours (IEC) ?

Géométhane considère que les immobilisations en cours doivent être rémunérées au taux du CMPC nominal fixé par la régulation et non pas au coût de la dette. Les montants engagés résultent de l'ensemble du mix de financement, en dette et en fonds propres, que ce soit avant ou après la mise en service.

Question 26 : Etes-vous favorable au maintien d'une trajectoire de R&D telle que fixée actuellement ? Etes-vous favorable à la révision de ces montants au bout de deux ans ?

Dans le cas où une trajectoire de R&D serait fixée pour les opérateurs dans le cadre de la prochaine période tarifaire, Géométhane est favorable à une révision au bout de deux ans afin de pouvoir réajuster ses besoins dans un contexte en évolution rapide : la prochaine période tarifaire est une période charnière durant laquelle se développeront les technologies permettant d'asseoir la place du gaz naturel et des gaz renouvelables dans le mix énergétique à moyen et long terme et il est important de ménager une flexibilité suffisante pour s'adapter à l'évolution du contexte.

Question 27 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un tel mécanisme dans le secteur du gaz ? Avez-vous des suggestions d'évolutions qui permettraient d'améliorer le déploiement de technologies smartgrids par les opérateurs ?

Géométhane est favorable au déploiement de mécanismes type smart-grids pour le gaz, et de manière générale à une participation active des opérateurs d'infrastructures à des projets innovants (démonstrateurs d'injection d'H₂, power-to-gas...).

Question 28 : Les évolutions envisagées par la CRE vous semblent-elles être pertinentes pour améliorer la transparence des opérateurs sur leurs projets de R&D et d'innovation ? Avez-vous d'autres suggestions pour améliorer cette transparence ?

Géométhane considère qu'une évolution vers plus de transparence sur les projets de R&D est pertinente.

Question 29 : Etes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?

Géométhane est favorable à l'association avec d'autres acteurs sur des projets R&D allant au-delà de son périmètre purement régulé.

Une telle incitation est un soutien important pour le développement de programmes innovants, comme ceux favorisant le stockage souterrain d'hydrogène, notamment en tirant profit d'installations existantes, ainsi que des programmes de réduction de l'empreinte environnementale.

De tels projets aident au développement de nouvelles filières industrielles, sont créateurs de valeur et d'emploi au niveau des territoires, participent à la transition énergétique vers des énergies décarbonées, contribuent à l'atteinte des objectifs à moyen terme fixés par la PPE, notamment dans le domaine de l'hydrogène vert, et sont donc porteurs d'avenir.

Question 30 : Quelles sont, selon vous, les thématiques prioritaires sur lesquelles les opérateurs doivent être incités ? Partagez-vous la priorité identifiée par la CRE sur les délais de raccordement ?

Géométhane considère que la priorité pour l'ensemble des opérateurs d'infrastructures de gaz et d'électricité consiste à assurer la continuité de fourniture dans des conditions de sécurités optimales.

Question 31 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre envisagée par la CRE d'un ou plusieurs indicateurs statistiques sur la distribution géographique de certains indicateurs de qualité d'alimentation et de service ? Avez-vous des propositions à faire ?

Géométhane n'a pas de positionnement sur cette question.

Question 32 : Etes-vous favorable à l'introduction envisagée par la CRE d'indicateurs environnementaux ? Considérez-vous qu'ils doivent faire l'objet d'une incitation ?

Géométhane est favorable à l'introduction d'indicateurs environnementaux par la CRE.

Géométhane a défini un indicateur d'empreinte environnementale (indicateur d'empreinte carbone) qui peut être suivi et audité.

A ce stade, Géométhane considère qu'il est prématuré que cet indicateur fasse l'objet d'une incitation ; de plus il n'est pas entièrement maîtrisable (les émissions sont notamment fonction du comportement des clients).

Question 33 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le cadre de régulation tarifaire ?

Géométhane n'a pas d'autre proposition ou remarque.